

A NOTER

Îles

> **L'Adie, association de micro-crédit**, recherche des bénévoles dans les îles pour accompagner les créateurs d'entreprise. Les missions étant très diverses, tous les profils sont bienvenus. Une formation peut être assurée. Renseignements au 79 46 04 ou auprès des antennes de Lifou au 45 09 39, de Maré au 45 44 44 ou d'Ouvéa au 45 44 42.

Lifou

> **La mairie est ouverte du lundi au vendredi de 7 h 30 à 11 h 30 et de 12 h 30 à 16 h 30.** Tél. : 45 50 00 ou 45 11 09. E-mail : mairielifou@lagoon.nc. Antenne de Mou : 45 14 77 ; Xépénéhé : 45 12 36 ; Dueulu : 45 01 82 ; état civil de Tiga : 45 11 65.

> **Le centre médical de Wé assure les consultations et les soins infirmiers en semaine, de 8 heures à midi et de 14 heures à 17 heures, et le samedi, de 7 h 30 à midi. Urgences 24 heures/24.** Tél. : 45 12 12.

> **L'Association d'aide aux victimes de l'île de Lifou tient une permanence 24 heures/24 au 96 33 42 ou par e-mail à : aavil.lifou@gmail.com.**

Maré

> **Face à la dengue, la commune insiste sur les gestes préventifs que chacun doit réaliser pour se protéger, ainsi que les habitations voisines. Tout objet pouvant retenir de l'eau doit être vidé et frotté pour éliminer les larves et mis à l'abri de la pluie, au moins une fois par semaine.** Les habitants doivent penser à se protéger avec des répulsifs plusieurs fois par jour et alerter l'ensemble de leur entourage pour qu'il se protège. Il faut consulter rapidement un médecin, en cas de signes de maladie, et ne pas prendre d'aspirine ni d'ibuprofène.

Quatorze ans de dons de dictionnaires aux CE1

BOURAIL. La semaine dernière, l'association Vocabulivre a remis un dictionnaire à chacun de 102 élèves de CE1 de la commune.

L'association Vocabulivre sillonne depuis quatorze ans les écoles de la province Sud pour remettre un dictionnaire aux élèves de CE1. Après Yaté, le Mont-Dore, Dumbéa, Païta, Boulouparis, Sarraméa, Thio et Moindou, la délégation a fait halte à Bourail la semaine dernière. « C'est notre avant-dernière étape. Il nous reste l'école de l'île Ouen à faire le 3 août et on aura bouclé notre campagne de distribution 2020 », explique Karine Titi, présidente de l'association depuis quatre ans. « Le coronavirus a chamboulé notre programme. D'habitude



Les vingt-quatre écoliers de Louise-Michel ont reçu leur dictionnaire en présence de leurs parents. Photos NB

la distribution commence en mars et s'achève en juin. Nous avons donc pris un peu de retard. Mais, ce n'est pas la seule conséquence, indique-t-elle. On a également eu du mal à récolter des subventions. » Malgré ces difficultés, la distribution a tout de même eu lieu. Cette quatorzième édition a même donné

lieu à un événement important. « On a offert notre 20 000^e ouvrage », s'enthousiasme Clédia Barket, qui a présidé l'association pendant dix ans.

20 000^e DICTIONNAIRE

« En 2020, nous avons remis 1714 dictionnaires Larousse Junior, qui comptent 32 000 mots et illustrés, dans quarante-six écoles. Ce qui représente un investissement d'un peu plus de 2,5 millions. Et pour la première fois nous avons été à l'île des Pins », précise Karine Titi. Pour mener à bien cette opération, l'association s'est appuyée sur ses partenaires habituels : le gouvernement, la province Sud, la Ddec, mais aussi les clubs de services, les mairies, des entreprises privées et des mécènes.

La remise du précieux ouvrage aux petits Bouraillais a eu lieu jeudi à l'école privée Saint-Joseph et vendredi aux Lys d'eau et à Louise-Michel. « Nous nous sommes

également rendus à la Segpa du collège Louis-Léopold-Djiet », ajoute la présidente. Les membres de l'association ont été accompagnés des représentants du Kiwanis club Érythrin, du Lions club Orchidée, de l'association Jeanne-Boutin, de l'association des parents d'élèves et de Martine Bouteiller, adjointe au maire en charge de l'enseignement. Les parents ont été conviés à participer à cette remise de dictionnaires. Avant de passer à la distribution, des conseils ont été prodigués aux enfants pour ne pas abîmer leur livre. Marie-Christine Boulet, la directrice de l'école Louise-Michel en a profité pour partager avec les enfants une petite anecdote : « Quand je suis entrée en sixième le cadeau que m'a fait mon papa c'était un dictionnaire, que j'ai encore, aujourd'hui. Donc un dictionnaire, c'est à vie si vous en prenez soin. »

Nadège Bège



Comme ici avec Martine Bouteiller, Vocabulivre a fait appel à ses partenaires pour remettre aux enfants leur précieux outil.

Les rencontres économiques ont tenu leurs promesses à Drehu



Province, organismes représentants les acteurs économiques et entrepreneurs loyaltiens ont échangé durant trois jours, à Wé.

Photo provinces des îles Loyauté

LIFOU. Les trois jours de rencontres entre acteurs économiques ont eu les effets escomptés. Province des Îles, Confédération des petites et moyennes entreprises, Medef-NC, les regroupements d'entreprises Open et Nouvelle-Calédonie trade et invest, la Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie et les chefs d'entreprise des Îles tirent un bilan positif des échanges tenus à Wé du 16 au 19 juillet.

Dans une déclaration commune, ces acteurs signalent que « cette séance de travail a permis d'imaginer dix-huit projets opérationnels ». Pas moins de 50 % d'entre eux doivent

aboutir dans les dix-huit prochains mois, se sont engagés les participants.

UN COMITÉ DE PILOTAGE

Mélangé de visites de projets sur terres coutumières et ateliers de travail, ces rencontres vont conduire à la mise en place d'un comité de pilotage de ces projets « Made in Loyalty » constitué de représentants de la province et des organisations signataires. Des conventions bilatérales doivent également être signées. « Ce comité de pilotage du déploiement se réunira pour faire un point au minimum trimestriellement et aussi souvent que néces-

saire pour s'assurer du suivi de la mise en œuvre organisée par les pilotes de chaque projet », indique la déclaration commune. Le premier rendez-vous doit être organisé avant le 31 août. Engagée « à impulser et à structurer une économie durable, intégrée et insérée dans son environnement naturel et régional, en accord avec le monde coutumier », la province soutient « un développement économique résilient », traduction concrète de la déclaration de politique générale prononcée par Jacques Lalié, son président, le 16 juillet 2019.

G.R.

Mireille Levy succède à Jean-Pierre Vergé à la tête du Lions club Calédonie-Vanuatu



SOCIÉTÉ. C'est samedi soir que s'est déroulé la passation de pouvoir du Lions club région 203 Nouvelle-Calédonie Vanuatu, entre le président sortant, Jean-Pierre Vergé et la nouvelle présidente, Mireille Levy.

Cette dernière a présenté son conseil d'administration et les actions qu'elle compte voir aboutir dans les domaines de prédilection des actions Lions que sont le diabète, la vue, les cancers infantiles ou encore l'environnement. Elle a également évoqué des actions plus ciblées par les

clubs de Nouvelle-Calédonie dont elle a désormais la charge pour l'année Lions à venir qui va de juillet 2020 à juillet 2021. Parmi ces actions déjà menées, on peut citer, entre autres, la plantation de 400 palétuviers à Dumbéa, le don de tablettes numériques au CHS de Nouville, l'achat d'ordinateurs au Mont-Dore, le don de jouets éducatifs aux enfants malentendants au CHT, la plantation de plus de 5 000 arbres par différents clubs et l'aide aux sinistrés du Vanuatu.

100%BTP

LE MAGAZINE DE LA FÉDÉRATION CALÉDONIENNE DU BTP

JUILLET 2020 | N°15

Télétravail

Vers une autre culture du travail ?



Toute l'info pour les professionnels

Social, indices : ce qu'il faut retenir



- **Salaire minimum garanti, SMG** : 156 568 F bruts par mois (926,44 F bruts de l'heure).
- **Valeur de point BTP** : 918 F
- **Jours fériés chômés 2019** : mardi 1^{er} janvier (jour de l'an) - lundi 13 avril (lundi de Pâques) - vendredi 1^{er} mai (Fête du travail) - jeudi 21 mai (Ascension) - lundi 1^{er} juin (Pentecôte) - mercredi 14 juillet (Fête nationale) - dimanche 1^{er} novembre (Toussaint) - vendredi 25 décembre (Noël)
- **Tous les indices du BTP sont en ligne sur www.isee.nc**
- **Intérêt légal, 1^{er} semestre 2020** : 0,87 %
- **Intérêts moratoires** appliqués automatiquement en cas de retard de paiement dans les marchés publics : 4 points au lieu de 2 (calcul : intérêt légal + 4 points, soit 4,87 %)
- **Les plafonds** :
 - Cafat-Ruamm (maladie-maternité)
 - tranche 1 : 1 F à 510 500 F
 - tranche 2 : 510 501 F à 5 279 700 F
 - Autres régimes : 363 700 F
 - FSH : 306 900 F
 - Sécurité sociale : 410 849 F/mois

Le Medef-NC a un nouveau patron

Le 18 juin, Samuel Hnepeune, PDG d'Air Calédonie, a pris les rênes de l'organisation patronale en tant que président et succède à Daniel Ochida.

Vice-présidents : Mimsy La Selve, Valérie Zaoui, Thibaut Martelin et Dominique Katrawa.

Trésorier : Romain Babey.

Les commissions

Fiscalité : Guillaume Benoit

Protection sociale : Alexandre Lafleur

Relations sociales : Danièle Brault-Delahaie

Emploi-formation : James Douyere

Marchés publics nouvelle version

Le nouveau code des marchés publics est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020. Plus simple et surtout plus accessible, il doit permettre à un large panel d'entreprises de soumissionner plus facilement. Les textes réglementaires sont en ligne sur le site de la FCBTP (fcbtp.nc) ainsi que sur juridoc.gouv.nc. Par ailleurs, les entreprises peuvent s'inscrire sur la plate-forme du gouvernement, marchespublics.nc, et contacter sa hotline (25 61 70) pour poser toutes les questions. Pour les marchés signés avant le 1^{er} janvier, l'ancien code reste applicable.

Le site de la Fédé fait peau neuve !



secretariat@fcbtp.nc ☎ (87) 27 79 33 ➡ Demande d'adhésion Espace adhérent

La Vie De La Fédération Activités Thématiques Médias Adhérents Contact



Depuis mi-février, le site de la FCBTP, fcbtp.nc, a été remanié. Nouveau look, toute l'information utile encore plus visible, des actus, une galerie de photos... N'hésitez pas à y faire un tour ! L'espace adhérent, quant à lui, est toujours réservé aux membres de la Fédération. Par ailleurs, et c'est une bonne nouvelle, la grille tarifaire a été étendue afin de permettre aux entreprises individuelles du secteur d'accéder à toutes les prestations et services de la FCBTP.

Du renfort pour la com'

Depuis fin janvier, Laurie Latai, 20 ans, qui prépare une licence en alternance « communication et arts numériques » à l'université, a été recrutée dans le cadre d'un stage d'un an. Parmi ses missions, elle est chargée d'élaborer une stratégie de communication, d'effectuer une veille économique, de mettre en place des outils numériques ou encore de suivre la mise à jour du site internet et de la page Facebook. Pour contacter Laurie : com@fcbtp.nc



Le virtuel fait son entrée dans la construction

Afin d'encourager les entreprises à s'initier peu à peu au travail collaboratif, première étape du BIM (Building Information Modeling), le Fiaf, Fonds interprofessionnel d'assurance formation, accompagne la filière construction en proposant d'insérer un format pédagogique dans certaines de ses modules. De son côté, dans le cadre de son affiliation à la Fédération française du bâtiment, la FCBTP bénéficie de démonstrations privilégiées de réalité virtuelle dans la construction.





200721-NCLa1ère_label-economique-iles-loyaute

Vers un label économique pour les Îles



Loyauté

[economie.lifou](http://economie.lifou.nc)

©Nicolas Fasquel / NC la 1ere

A Lifou se déroulent des rencontres économiques organisées par les Îles Loyauté.

Une première pour cette province de Calédonie. L'événement répond aux priorités affichées par le président Jacques Lalié. Au programme : visites, rencontres et ateliers pour avancer vers un label « Made In Loyalty ».

Dave Waheo-Hnasson (A.-C. L.) · Publié le 17 juillet 2020 à 18h41

Les Îles Loyauté veulent se doter d'une feuille de route et d'un label pour le développement économique. Pendant trois jours, différents acteurs du monde économique sont ainsi réunis à Lifou pour plancher sur la stratégie à mettre en oeuvre et sur le développement du label "Made In Loyalty". Un projet annoncé en juillet 2019 lors de sa déclaration de politique générale par le président Jacques Lalié qui veut également impulser un aménagement cohérent du territoire.

La pêche

Le "Made In Loyalty" passe notamment par les produits de la mer. Exemple avec l'unité de conditionnement qui leur est dédié. Elle est alimentée par une dizaine de pêcheurs de Lifou et tous recommandent un accompagnement plus suivi de la province des Îles. A l'image d'Alain Talabaza, porte-parole du syndicat des pêcheurs professionnels.

« Pour l'instant, on a des structures qui sont performantes, une marina pour mettre nos bateaux, une unité de conditionnement qui nous permet de vendre notre poisson et d'être rémunérés rapidement, donc de ce côté-là, tout va bien, décrit le pêcheur. Mais on peut améliorer des choses. L'aide au carburant qui arrive plus tôt, le système de concentration de poissons pour qu'il n'y ait pas d'erreur avec les affaires maritimes et qu'il soit posé à temps et une amélioration de la subvention des pêcheurs. »

On pourrait améliorer l'environnement provincial, c'est-à-dire dans les délais.

- Alain Talabaza, porte-parole du syndicat des pêcheurs professionnels

©Nicolas Fasquel / NC la 1ere

Miser sur le BTP

La province des Îles veut également miser sur le BTP et capitaliser sur les nombreux chantiers qui sortent de terre avec la SECAL. Un autre grand chantier a d'ailleurs accueilli les participants à ces rencontres économiques, celui de l'hôtel de Wadra Bay.



Le chantier de l'hôtel Wadra Bay Resort à Lifou . ©Nicolas Fasquel / NC la 1ere

Un exemple concret de partenariats qui ont déjà été signés entre la province des Îles et la CPME. Le président de la confédération, Yann Lucien, apprécie de pouvoir évaluer sur place la situation.

“Aujourd’hui on découvre concrètement quelles sont déjà les choses qui existent et quel est tout le potentiel de ce qu’il reste à faire et à mettre en place. On est très fiers de participer à cet événement.”

Partenariats

La fédération des industries, elle aussi, est déjà un partenaire actif.



©Nicolas Fasquel / NC la 1ere

“Ce matin on a visité la déchetterie par exemple, c’est un partenariat entre une entreprise de Nouméa et une entreprise des îles Loyauté avec un partenariat public-privé en plus, note Xavier Benoist, le président de la FINC. Et puis on voit aujourd’hui avec le projet de cet hôtel, des entreprises de

Nouméa qui accompagnent des entrepreneurs basés aux Loyauté.”

On voudrait développer ces accompagnements entre entreprises de Nouméa et entreprises des Îles Loyauté. On voudrait démultiplier ces partenariats pour avoir des projets nouveaux.

- Xavier Benoist, président de la FINC

La FINC a d'ailleurs annoncé qu'elle allait signer avec la province des Îles, une convention sur le BTP, le textile et l'agroalimentaire.

Feuille de route

Demain, des ateliers devraient permettre d'aller plus loin et d'établir une feuille de route pour mettre en oeuvre les trois objectifs de la province : valoriser les produits des Loyauté, créer des synergies entre les mondes coutumier et économique, et renforcer l'idée du développement sur terres coutumières.

Un reportage de Dave Waheo-Hnasson et Nicolas Fasquel : ©nouvelledaledonie

Société Le Nickel (Eramet), 1er employeur de Nouvelle-Calédonie, risque la faillite

- NOUVELLE-CALÉDONIE

- + SUIVRE

PUBLIÉ LE 10/07/2020 À 8H44

Matthieu COLIN/Syigma via Getty Images
SAUVEGARDER CET ARTICLE

La Société Le Nickel (groupe Eramet) n'aura plus de trésorerie en fin d'année et pourrait faire faillite d'ici l'hiver prochain, avertit la direction. La société, qui veut être autorisée à exporter davantage de minerai, pourrait se tourner vers ses actionnaires.

Société Le Nickel, filiale d'Eramet, traverse décidément une mauvaise passe. Le premier employeur privé de Nouvelle-Calédonie risque la faillite d'ici début 2021. "Si la situation ne s'éclaircit pas d'ici la fin de l'année, je serai dans l'obligation de mettre en oeuvre les procédures de prévention (pour prévenir les cessations de paiement, ndlr)", a déclaré à la presse Colin McGibbon, directeur de la SLN. L'an dernier, l'entreprise a enregistré son huitième exercice déficitaire d'affilée, avec une perte de 9,6 milliards CFP (80 millions euros). L'accumulation de pertes va conduire à l'épuisement total en fin d'année ou début 2021 d'un prêt de trésorerie de 525 millions d'euros accordé en 2016 par la maison mère Eramet et par l'Etat.

"On est en train de faire un tour de table des actionnaires. Eramet (56%) ne pourra pas remettre d'argent", a averti Dominique Katrawa, président de la SLN, lançant un appel aux trois provinces de Nouvelle-Calédonie, qui détiennent 34% du capital. Souffrant de coûts de production élevés, du faible niveau des cours du nickel, de conflits sociaux sur ses sites et plus récemment de la crise du coronavirus, la SLN a mis en oeuvre un plan de sauvetage en 2019. Celui-ci, articulé autour d'une meilleure productivité, d'une réduction du coût de l'énergie et d'une augmentation des exportations de minerai en parallèle à la production de nickel raffiné, n'a pas apporté les résultats escomptés et l'entreprise souhaite le consolider.

>> A lire aussi - A quoi ressemblerait une Nouvelle-Calédonie indépendante ?

Colin McGibbon a notamment sollicité "un effort" du gestionnaire du système électrique calédonien Enercal pour baisser ses coûts d'électricité. Il souhaite également augmenter de 4 à 6 millions de tonnes annuelles les autorisations d'exportations de minerai vers l'Asie.

>> A lire aussi - Pourquoi l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ferait perdre très gros à la France

L'industriel envisage en outre d'exporter des minerais à faible teneur de son massif de Tiébaghi (nord), classé en "réserve métallurgique" par le code minier local, obligeant à un

raffinage sur place. "C'est une urgence pour nous, on a besoin de ces autorisations dans les prochaines semaines", a mis en garde M.McGibbon, disposé à payer en échange une "redevance" sur ces tonnages.

>> Notre service - Vous cherchez un emploi ou voulez en changer ? Retrouvez des milliers d'offres sur notre site

Faute de consensus politique, ces demandes d'exportation sont en panne. Les indépendantistes, qui dénoncent "un chantage à l'emploi", ont réaffirmé jeudi "leur opposition farouche" à ce qu'ils considèrent comme une "dilapidation du patrimoine calédonien".

Nouvelle-Calédonie : la Société Le Nickel, filiale d'Eramet, n'aura plus de trésorerie en fin d'année

Par [AFP](#) | 10/07/2020, 10:06 | 426 mots

La Société Le Nickel, filiale d'Eramet et premier employeur privé en Nouvelle-Calédonie, risque d'être en faillite d'ici début 2021, a alerté vendredi sa direction, qui se tourne vers ses actionnaires et réclame d'être autorisé à davantage exporter de minerai.

"Si la situation ne s'éclaircit pas d'ici la fin de l'année, je serai dans l'obligation de mettre en oeuvre les procédures de prévention [pour prévenir les cessations de paiement, Ndlr]", a déclaré à la presse Colin McGibbon, directeur de la SLN.

L'an dernier, l'entreprise a enregistré son huitième exercice déficitaire d'affilée, avec une perte de 9,6 milliards CFP (80 millions euros). L'accumulation de pertes va conduire à l'épuisement total en fin d'année ou début 2021 d'un prêt de trésorerie de 525 millions d'euros accordé en 2016 par la maison mère Eramet et par l'Etat.

"On est en train de faire un tour de table des actionnaires. Eramet (56%) ne pourra pas remettre d'argent", a averti Dominique Katrawa, président de la SLN, lançant un appel aux trois provinces de Nouvelle-Calédonie, qui détiennent 34% du capital.

La SLN avait déjà lancé un plan de sauvetage en 2019

Souffrant de coûts de production élevés, du faible niveau des cours du nickel, de conflits sociaux sur ses sites et plus récemment de la crise du coronavirus, la SLN a mis en oeuvre un plan de sauvetage en 2019.

close

volume_off

Celui-ci, articulé autour d'une meilleure productivité, d'une réduction du coût de l'énergie et d'une augmentation des exportations de minerai en parallèle à la production de nickel raffiné, n'a pas apporté les résultats escomptés et l'entreprise souhaite le consolider.

Colin McGibbon a notamment sollicité "un effort" du gestionnaire du système électrique calédonien Enercal pour baisser ses coûts d'électricité. Il souhaite également augmenter de 4 à 6 millions de tonnes annuelles les autorisations d'exportations de minerai vers l'Asie.

Les contraintes du code minier local

L'industriel envisage en outre d'exporter des minerais à faible teneur de son massif de Tiébaghi (nord), classé en "réserve métallurgique" par le code minier local, obligeant à un raffinage sur place.

"C'est une urgence pour nous, on a besoin de ces autorisations dans les prochaines semaines", a mis en garde M.McGibbon, disposé à payer en échange une "redevance" sur ces tonnages.

Faute de consensus politique, ces demandes d'exportation sont en panne. Les indépendantistes, qui dénoncent "un chantage à l'emploi", ont réaffirmé jeudi "leur opposition farouche" à ce qu'ils considèrent comme une "dilapidation du patrimoine calédonien".



11 • 1 commentaire

Réactions



J'aime Commenter Partager Envoyer

522 vues de votre post dans le fil

Ajouter un commentaire...

Les plus pertinents



ILALIO Antonio, Falemana • 2e
Chef de service

3 h ...

Salut Daniel, et bravo à la nouvelle équipe. Un focus sur ta présidence où tu as su résister tel un roseau aux turbulences des situations conjoncturelles difficiles qu'a connu le territoire et ce lors de ta mandature. Souhaitons la réussite à la nouvelle gouvernance de cette institution et à notre ami Samuel. Amitiés à vous deux de Wallis. Antonio



Syndicats et patronat mettent la pression

AFP | Créé le 11.07.2020 à 04h25 | Mis à jour le 11.07.2020 à 04h25

Imprimer



Les partenaires sociaux n'ont pas fermé le dialogue avec Jean Castex mais veulent d'abord des mesures pour l'emploi. Photo AFP Social. Laurent Berger (CFDT) s'est félicité d'une prise de contact « très ouverte sur la méthode ». « Très direct et très franc », a abondé **Geoffroy Roux de Bézieux (Medef)**. « Un Premier ministre carré et de terrain », a renchéri Christiane Lambert (FNSEA). François Hommeril (CFE-CGC) s'est réjoui que « le Premier ministre veuille nous associer au plan de relance et à son suivi ». « Il était attentif à nos propos mais la confiance ça se gagne, on jugera aux actes », a tempéré Philippe Martinez (CGT).

Rendez-vous le 17 juillet

Jean Castex a reçu hier et jeudi à Matignon les partenaires sociaux, qui, compte tenu de la crise sociale, ont tous mis en avant la question de « l'emploi » plutôt que celle des retraites dont ils ne veulent pas entendre parler dans les prochains mois. M. Castex, lui, avait déjà fait part mercredi de sa détermination à régler ce dossier « à court terme ». « Refuser de parler des retraites lorsque l'équilibre des comptes, et donc la sauvegarde du système actuel se trouve compromise, serait irresponsable », avait-il plaidé. Outre les retraites, d'autres chantiers importants sont en jachère, comme la réforme de l'assurance chômage dont le deuxième volet devait entrer en vigueur au 1er septembre. M. Castex a redit aux syndicats sa volonté de la décaler, alors que ceux-ci réclament l'abandon de cette réforme qui prévoit un nouveau calcul de l'allocation pour ceux, souvent précaires, qui alternent contrats courts et chômage.

Après sa déclaration de politique générale le 15, M. Castex recevra à nouveau les partenaires sociaux le 17 juillet « pour une conférence sociale ». Elle définira les priorités, la méthode et le calendrier des prochains mois.

La rentrée sociale risque d'être chaude. La CGT a d'ores et déjà appelé à une journée de manifestation et de grève le 17 septembre.

Dialogue social: Castex passe aux travaux pratiques avec syndicats et patronat

© 2020 AFP | Créé le 17.07.2020 à 13h03 | Mis à jour le 17.07.2020 à 13h05

<https://www.lnc.nc/breve/dialogue-social-castex-passe-aux-travaux-pratiques-avec-syndicats-et-patronat>



Le Premier ministre Jean Castex s'exprime devant le Sénat, le 16 juillet 2020 à Paris Bertrand GUAY-AFP

Après avoir clamé sa foi dans le "dialogue social" lors de sa déclaration de politique générale, Jean Castex passe à la pratique en recevant vendredi syndicats et patronat pour fixer "un calendrier de discussions", de l'emploi, "priorité absolue", jusqu'aux sujets plus épineux des retraites et de l'assurance chômage.

Lors de cette "conférence du dialogue social", qui succède à des rencontres bilatérales la semaine dernière, le Premier ministre compte parvenir à "une méthode et un calendrier de discussions et de concertations sur l'ensemble des sujets qui sont sur la table pour les semaines et les mois à venir, à commencer par le plan de relance", mais aussi l'emploi, les retraites, la dépendance...

A cette fin, il sera entouré, non seulement d'Elisabeth Borne (Travail) mais aussi de Barbara Pompili (Transition écologique), Bruno Le Maire (Relance), Olivier Véran (Solidarités) et Brigitte Bourguignon (Autonomie).

"Il semble y avoir de l'espace donné à la discussion", se réjouit Laurent Berger (CFDT). "Le dialogue social, c'est quand on peut être entendu", nuance Michel Beaugas (FO). Le président du **Medef** Geoffroy Roux de Bézieux y voit "un appel à la responsabilité".

Pour les syndicats, un premier test sera les annonces attendues vendredi sur la réforme de l'assurance chômage décidée l'année dernière et dont ils demandent l'abandon avec la perspective d'un chômage à 11,5% mi-2021 selon la Banque de France contre 8,1% fin 2019.

M. Castex s'est dit prêt à "décaler" le second volet prévu au 1er septembre, qui comprend notamment le nouveau calcul de l'allocation pour ceux, souvent précaires, alternant contrats courts et chômage.

Mais les syndicats demandent aussi que l'on revienne sur le durcissement de l'ouverture des droits (six mois de travail sur les 24 derniers depuis le 1er novembre contre quatre sur 28 avant) et de leur rechargement (six mois de travail au lieu d'un).

- Quel calendrier pour les retraites ? -

Le sujet majeur devrait être l'emploi, et en premier lieu celui des jeunes alors que 700.000 d'entre eux sont attendus sur le marché du travail à la rentrée.

Le patronat attend des précisions sur la réduction annoncée de cotisations sociales de 4.000 euros par an, qui doit concerner chaque jeune de moins de 25 ans employé par une entreprise et payé jusqu'à 1,6 Smic.

"Nous restons un peu sur notre faim", a réagi Geoffroy Roux de Bézieux, qui craint que "ce ne soit pas suffisant pour déclencher des embauches" en comparaison avec les 8.000 euros pour l'embauche d'un apprenti (5.000 pour un mineur). A l'inverse, François Hommeril (CFE-CGC) a dénoncé "un immense effet d'aubaine et un gaspillage de l'argent public".

Pour les jeunes peu qualifiés, le gouvernement veut créer 300.000 "contrats d'insertion", en s'appuyant sur les dispositifs existant comme la Garantie jeunes (gérée par les missions locales), les Parcours emplois compétences (contrats aidés) ou les emplois francs (dans les quartiers prioritaires).

Ont été également annoncées 100.000 places supplémentaires en service civique ainsi que 200.000 en formation au bénéfice des jeunes et des demandeurs d'emploi.

Plus controversé sera le retour de la réforme des retraites. Les syndicats, qu'ils soient pour ou contre le système universel par points, ont tous demandé que "ce dossier explosif qui divise les Français", selon Philippe Martinez (CGT), ne revienne pas cette année, estimant que ce n'est pas la priorité.

S'ils pourraient obtenir partiellement satisfaction sur le calendrier (Emmanuel Macron ayant dit que l'emploi était la priorité de l'été et de la rentrée), Jean Castex compte proposer "que la concertation reprenne afin d'améliorer le contenu comme la lisibilité de cette réforme nécessaire".

Il souhaite toutefois la distinguer "très clairement de toute mesure financière, appelée parfois paramétrique", comme la durée de cotisation. S'il ne s'est pas avancé sur cette question, les syndicats craignent qu'elle ne fasse partie des discussions budgétaires à l'automne.

Enfin, les partenaires sociaux devraient être invités à ouvrir une concertation sur "le partage de la valeur", une formule qui recouvre la question des salaires, des dividendes, de l'intéressement et la participation.

Économie en Nouvelle-Calédonie : Le président de la CCI veut « développer une économie endogène »

<http://outremers360.com/economie/economie-en-nouvelle-caledonie-le-president-de-la-cci-veut-developer-une-economie-endogene/>

15 juillet 2020 No Comment bassin-pacifique-Appli Economie Fil-info-appli



David Guyenne, président de la CCI Nouvelle-Calédonie

Il y a 7 mois, David Guyenne a pris la succession de Jennifer Seagoë à la présidence de la Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie, pour un mandat de 5 ans. Béryl Ziegler, journaliste de notre partenaire Actu.nc a rencontré cet entrepreneur qui représente les intérêts de quelque 14 000 ressortissants. INTERVIEW.

C'est votre 3ème mandat à la CCI. En 9 ans, comment le contexte économique a-t-il évolué ?

Il y a eu une période de fort investissement porté par la puissance publique. Les usines du Nord et du Sud ont été construites, puis quelques grands chantiers publics et privés ont pris le relais : CHT, aéroport, clinique. On arrive au bout de ces grands chantiers qui ont été cruciaux. Nous avons fait beaucoup de visites post-Covid. On constate que les îles et le Nord, dépendantes de la puissance publique, ont un système de résilience plus important face à la crise. Mais on voit aussi que cela ne suffira pas à créer de la richesse pour intégrer la population à la marge des circuits économiques et les jeunes qui entrent sur le marché du travail tous les ans. On sait par ailleurs que le système des grands travaux et des dépenses publiques va décliner.

Que préconisez-vous pour relancer la machine ?

Il faut miser sur l'initiative privée. Si la puissance publique est cruciale, il faut la limiter à l'amorçage de secteurs d'avenir et aux infrastructures nécessaires au développement économique de la Nouvelle-Calédonie. Ensuite, c'est à nous de créer le marché. Nous l'avons fait sur l'aéroport de Tontouta, et nous allons le faire sur le projet de port de grande plaisance pour développer une activité de yachting de niche.

Pourquoi vouloir à tout prix gérer l'exploitation de ces infrastructures ?

Nous préférons y aller en premier pour impulser une dynamique. Nous sommes un des acteurs importants de la croisière. Rentrer dans ce secteur de niche permet de créer un écosystème. Idem pour l'aéroport de Magenta, dont la concession de gestion a été renouvelée pour un an, et que nous souhaitons garder.

Il a été proposé d'ouvrir l'aéroport de Magenta à la concurrence. Qu'en pensez-vous ?

La gestion de Magenta doit être réfléchiée avec celle de Tontouta pour des questions de mutualisation. On a besoin de mettre en relation les acteurs pour que l'écosystème grandisse. Quand il sera assez compétitif tout en répondant aux objectifs de service public et de concurrence saine, peut-être qu'une activité de gestion privée pourra être envisagée. Mais pour l'heure, c'est trop tôt. Dans tous les cas, c'est le gouvernement qui tranchera. Pour l'heure, nous avons reçu un écho favorable.

Quels sont les principaux défis à relever pour les années à venir ?

A long terme, horizon 2040-2050, notre objectif est de développer une économie endogène. Que faut-il faire ces 5 ou 6 prochaines années pour y parvenir ? Il ne s'agit pas uniquement d'avoir une production locale, comme l'a exacerbé la crise du Covid-19. Pour que cela fonctionne, c'est tout un système à travailler. C'est s'assurer

d'avoir des entreprises et industries fortes qui se basent sur une consommation forte et une attractivité suffisante du territoire à l'extérieur. Nous insistons sur l'aspect économie ouverte. Pour avoir une économie endogène, l'un des prérequis est d'avoir une population suffisante pour assurer un niveau de concurrence, de compétence, et de consommation suffisante. D'après l'économiste Olivier Sudrie, qui animait une conférence récemment à la CCI, c'est à partir de 500 000 voire 1 million d'habitants qu'on pourrait avoir une industrie compétitive.

Comment se portent les entreprises suite à la crise Covid-19 ? La reprise est-elle au rendez-vous ?

Tout dépend des secteurs. Il y a la situation des secteurs durablement touchés qui est problématique car personne n'a de visibilité sur l'ouverture des frontières. Tant qu'il y aura la quatorzaine, légitime par ailleurs, le tourisme et l'aérien ne pourront pas redémarrer ou seulement à la marge. Dans les autres secteurs, en revanche, on constate une bonne reprise, boostée par la consommation intérieure et le fort taux d'épargne réalisés pendant le confinement. Les frontières bloquées, ce sont aussi des Calédoniens qui ne partent pas à l'étranger et consomment sur place. D'après Olivier Sudrie, on observe une reprise, mais le vrai moment critique n'est pas juste après le Covid, mais dans les mois après. Il faut donc toujours surveiller et accompagner les entreprises pour éviter la rechute. Car elle coûterait cher à l'ensemble de l'économie. Pour le moment, on constate qu'on s'en sort plutôt bien. Les aides ont été bénéfiques, notamment pour les entreprises les plus fragiles.

A-t-on distribué ces aides aux entreprises qui en avaient vraiment besoin ?

Les entreprises qui ont bénéficié du fonds de solidarité et d'aides de la province vont avoir des contrôles a posteriori, certainement sur échantillon. De notre côté, on constate plutôt que les chefs d'entreprise calédoniens n'osaient pas demander des aides ou ne savaient pas comment procéder. Tout ce qui a été pris a finalement permis d'éviter la casse. Et puis, chaque chef d'entreprise étant aussi un consommateur, ce sont des aides qui retournent dans le circuit économique et qui participent au moral des Calédoniens.

Où en est la création d'une entité inter-consulaire ?

Nous travaillons déjà en inter-consularité depuis plusieurs années. Nous avons des antennes en commun en Brousse qui permettent la mutualisation des coûts. Ce travail de mutualisation se poursuit. Exemples récents, pendant le Covid-19, les trois Chambres ont créé un numéro vert unique et gratuit pour répondre aux questions des entreprises. Nous avons reçu 8 200 appels entre le 30 mars et le 12 juin. Nous avons aussi organisé ensemble la Semaine de l'alternance qui s'est déroulée du 1er au 8 juillet. C'était la 5ème édition organisée conjointement. Nos objectifs : le développement de la présence physique, la formation et l'alternance...

L'élection d'une nouvelle équipe au MEDEF-NC va-t-elle induire des changements ?

Une partie de la nouvelle équipe était membre consulaire à la CCI. Cette partie sera certes plus active au MEDEF, mais elle pourra aussi créer des passerelles entre nos deux entités. Nous serons ravis de pouvoir travailler ensemble si des projets communs sont identifiés.

Où en est le renouvellement de la concession de gestion des deux plateformes aéroportuaires de Tontouta et de Magenta ?

La concession de gestion de Magenta par la CCI vient d'être prolongée pour un an alors qu'elle devait se terminer cette année. Le temps, espérons-le, de négocier avec le gouvernement un nouveau contrat de type concession pour pouvoir mutualiser l'ensemble des plateformes et mettre en place les gros chantiers d'investissement de Magenta que sont le système de sûreté, le parking le réaménagement des surfaces de restauration... Quant à la concession de gestion de Tontouta, elle s'achèvera en 2024.



La fermeture des frontières a-t-elle impacté vos activités de gestion à Tontouta ?

Oui, nous subissons l'impact du Covid-19 de plein fouet. Une grande partie de nos équipes sont en chômage partiel. Nous avons d'ailleurs officiellement demandé à notre autorité de tutelle, la DGAC à Paris, la prolongation de la concession de plusieurs années pour compenser l'effet Covid sur notre exploitation. Toutes les études mondiales montrent que le trafic aérien ne redeviendra normal que dans 4 ou 5 ans.

Cela représente des pertes conséquentes...

On devait avoir 5 milliards d'investissement d'ici à 2024. On les a baissés à 3,5 milliards Fcfp et priorisés. Mais ce sont des investissements que l'on va devoir faire, alors qu'on a peu de recettes et des charges fixes, notamment de personnel. C'est ce qui a motivé la décision de ne pas demander de l'argent aux institutions, mais une prolongation de notre activité de gestion.

En tant qu'entrepreneur, quels sont les projets qui vous tiennent le plus à cœur ?

Je parlerai plutôt au nom des 80 entrepreneurs qui composent « Une chambre pour tous ». Nous souhaitons rendre la CCI toujours plus utile et proche de ses ressortissants. Nous voulons qu'elle soit un moteur d'inclusion et l'ouvrir ainsi à tous les chefs d'entreprises souhaitant s'impliquer, quels que soient leur secteur, leur ethnie, leur sexe, leur expérience de vie... Plus que de former des jeunes à des compétences et des métiers, nous souhaitons avant tout former des individus épanouis et bien dans leur peau. A l'EGC, on a conclu des partenariats avec HEC, on lance les start-up week-end et les concours de business plan. Il s'agit de véhiculer les passions et les envies d'entreprendre. Nous avons aussi participé au jeu « Ose ta boîte » qui remet l'entrepreneuriat au centre de la vie sociale et sociétale calédonienne. Et puis le 15 novembre, nous lancerons la Journée des petits entrepreneurs pour les 7 à 17 ans à Lifou, Bourail, Nouméa et Koné. Ce qui nous semble important aussi, c'est la mutation économique de nos entreprises. S'orienter vers des modèles de développement porteurs économiquement, mais aussi harmonieux et en adéquation avec notre pays et notre environnement.

Un exemple pour être plus précis ?

Il peut s'agir de la simplification administrative, ou encore de la mutation d'un tourisme de masse vers un tourisme durable, de niche. C'est la demande actuelle à laquelle on ne fait que répondre. Pour une fois que cette demande est en adéquation avec nos forces, notre environnement et nos populations qui veulent un nombre limité de bateaux, on aurait tort de s'en priver !

Propos recueillis par Béryl Ziegler

CATÉGORIES : [bassin-pacifique-Appli](#), [Economie](#), [Fil-info-appli](#)

Vale : les dessous d'une

La Chine se cache derrière le repreneur de l'usine du Sud...

New Century Resources (NCZ), la société australienne en passe de reprendre l'usine du Sud, est minuscule. Elle n'a pas la technologie pour gérer une telle usine (voir brève ci-contre). Pour comprendre ce qu'il est en train de se produire, il faut revenir sur les « exploits » passés de cette toute jeune entreprise.

En 2009, le groupe métallurgique chinois, MMG* achète la 4ème plus grosse mine de zinc du monde à une société australienne lourdement endetté, Oz Minerals**. Les Chinois ont exploité la mine pendant six ans. Complètement vidée de ses ressources après une exploitation intensive, elle a été fermée en 2015. Elle a laissé derrière elle une mine fantôme et des énormes tas de résidus (tailings). La loi australienne (Queensland) exige du mineur qu'il réhabilite les lieux avant de partir. MMG a alors trouvé une astuce. Au lieu de réhabiliter lui-même le site, il a payé à une filiale de la société Century Bull pour le faire. Century Bull deviendra un peu plus tard New Century Resources (NCZ). Le chinois MMG aura donc financé New Century Resources dès ses débuts mais cela lui aura évité toute la mauvaise presse liée à la fermeture du site et au passif environnemental. La réhabilitation ne consiste

pas seulement à végétaliser la vieille mine, mais aussi à exploiter le zinc contenu dans les résidus.

New Century Zinc veut refaire le même coup

Le but suprême de New Century au moment de l'opération était de parier sur l'augmentation des cours du zinc. L'australien sans ressources a ainsi pu lancer son affaire en se faisant financer par le chinois MMG. Bingo ! C'est un peu le même coup que veut refaire NCZ avec Vale. L'usine du Sud perd en effet entre 200 et 300 millions de dollars américains par an au cours actuels. Le brésilien veut absolument s'en dégager le plus vite et le plus proprement possible. Il a notamment grand besoin de restaurer son image de marque après la rupture d'un barrage au Brésil en 2019, qui avait causé la mort de plus de 300 personnes. Au cours d'un long entretien, Antonin Beurrier, le patron de Vale en Calédonie, nous a d'ailleurs vanté les mérites de New Century Resources dans sa capacité à réhabiliter un site minier. Quant à l'australien, il n'a rien à perdre. Son gisement de résidus arrivera en fin de vie dans cinq ans. S'il ne lève pas de nouveaux fonds d'ici là

pour ouvrir de nouvelles mines, il mourra ! Cela ne résoudra pas le problème de l'usine du Sud. On ne doute pas de la capacité de New Century Zinc à réhabiliter un site en exploitant les miettes de zinc qu'il reste dans les résidus. Cela ne fait pas de cette société un métallurgiste du nickel pour autant. L'hydrométallurgie du nickel est en effet une technique si compliquée et si chère que presque tous ceux qui s'y sont essayés s'y sont cassés les dents***.

Vendre aux Chinois après un coup de Bourse

Seuls le Japonais Sumitomo, Glencore avec Murrin Murrin et le chinois MCC avec RAMU**** s'en sortent à peu près... et encore. L'objectif de NCZ est à court terme. Il consiste à empocher l'argent de Vale comme elle avait empoché celui de MMG et de faire un coup de bourse. Il espère bien que le cours de ses actions augmente à la Bourse australienne dès que l'annonce de la reprise de l'usine mais surtout de l'exceptionnel gisement de GORO sera faite. Et ensuite... Le seul scénario qui tient la route est qu'elle vende l'usine du Sud

à une société chinoise, seule à pouvoir prendre ce genre de risque. On pense notamment à une de ses vieilles connaissances, MMG...

(* Société dont le siège est situé à Melbourne, cotée à la bourse de Hong-Kong et à la bourse Australienne (ASX), est contrôlée à 74 % par la société China Minmetals Corporation (CMC), une des plus importantes sociétés d'état chinoise.

(**) L'affaire fera grand bruit car cette acquisition de gisements Australien par une société chinoise n'a pas été bien perçue par le grand public, à tel point que l'achat a été bloqué par le gouvernement Australien le 27 Mars 2009. Un accord a été trouvé peu après

(***) Cawse et Bulong sont les deux usines hydro métallurgiques fermées les plus connus. Plus récemment Ravensthorpe et QNi, ont été revendues à perte par le géant BHP en 2009. Elles ont été fermées en 2017 et 2016.

SHERRIT, société canadienne la plus expérimentée en Hydro a presque fait faillite avec la construction de l'usine d'Ambatovy à Madagascar dont le coût de construction a été multiplié par quatre.

(****) Ramu Nico est opérée par le géant chinois MCC, société d'état, sœur de China Minmetals Corporation, qui détient MMG. Si l'usine de Ramu, en Papouasie Nouvelle Guinée est rentable, c'est parce que la totalité des 4,5 millions de tonnes de boue acide est rejetée chaque année... directement en mer.)

Mauvais exemple :
Être retiré de la police nationale, comme en témoigne l'autocollant sur le pare-brise, ne dispense pas de se garer comme il faut. Cette voiture est en effet garée devant une bande jaune au Quartier-Latin.

L'action de NCZ s'effondre à la Bourse

New Century Resources n'a pas l'air de rassurer les marchés. Depuis deux ans, le prix de son action à la Bourse australienne a presque été divisé par dix. Il est passé de 1,4 dollar australien à 0,15 dollar australien le 30 juin dernier. Depuis l'annonce de la possible reprise de Vale Calédonie par New Century Resources, le montant de son action a également baissé. C'est bien la preuve que les spécialistes n'ont pas vraiment confiance au projet...



Ragot n'a pas été élu...

Ça avait fait scandale. Jean-Louis Ragot, le metteur en scène de la cérémonie d'inauguration de l'extension de l'aéroport de Tontouta, s'était barré en France avec des valises pleines de cash. Il avait été condamné à rembourser 30 000 euros (3,5 millions de nos francs) à la CCI. Il dit avoir remboursé. Un groupe de techniciens employés pour cette cérémonie affirmant ne pas avoir été payés. Ils réclament 5,9 millions. (Le Chien bleu a les factures...) Jean-Louis Ragot s'est présenté à la mairie de Dieppe sur une liste sans étiquette (il appartenait jadis au Modem). Les techniciens calédoniens qui lui en veulent seront ravis d'apprendre que sa liste s'est plantée et qu'il n'a pas été élu...

Divy Bartra voulait faire pire que Messmer

Divy Bartra n'a pas été élu à la tête du Medef. Dans son programme, il voulait que la Calédonie compte 500 000 personnes dans les années 2030. Le bonhomme, qui a sans doute peu de culture politique, ne voit dans ce chiffre que celui des consommateurs potentiels. C'est un peu court. Il n'a visiblement pas compris qu'une telle idée consisterait à ouvrir massivement l'immigration. Ce serait une déclaration de guerre immédiate aux Kanaks (et à beaucoup de non-Kanaks). Même l'ancien Premier ministre Pierre Messmer, qui proposait en 1972 de « faire du blanc » pour noyer les Kanaks, n'avait pas pensé atteindre un tel chiffre ! Faut-il se réjouir que Divy Bartra n'ait pas été élu, ou être attristé que 49 % des membres du comité exécutif du Medef votent encore pour ce genre de personnage ?

Manifestation

Vale : la contestation s'organise...

Ils sont opposés à la reprise de Vale par une petite entreprise australienne.

Ça sent la poudre.

L'annonce d'une possible reprise de l'usine de Vale par une minuscule entreprise australienne ne passe pas du tout dans la région. Si la CIA espionnait les communications et les déplacements dans le Sud, elle détecterait une activité inhabituelle. Tout ce que la Calédonie compte d'institutions ou d'organismes plus ou moins officiels commence à bouillir.

Les chefferies du Sud se sont emparées du problème, tout comme des membres du sénat coutumier. Plusieurs syndicats planchent également sur la question. L'organisation environnementale Rhéébu Nùù est bien sûr aussi sur le coup.

Ils craignent le coup de Bourse

Pour l'instant, il ne s'agit que de réunions plus ou moins informelles, à la mode kanake. Les esprits cependant s'échauffent. Il ne serait pas étonnant de voir dans les jours et semaines qui viennent une mobilisation sur le terrain... Les opposants n'ont tout simplement pas confiance dans le candidat australien à la reprise de l'usine. Ils craignent le coup de Bourse avant une revente à des Chinois. « On redoute d'être les

cocus de l'affaire », explique un sous-traitant de l'usine, qui souhaite rester discret... pour l'instant...

Ils préfèrent une solution locale

Il n'y a pas encore de déclaration officielle, mais il semble à peu près évident que la plupart des organismes qui ont du poids dans la région sont davantage favorables à une reprise calédonienne de l'usine du Sud qu'à la solution australienne de New Century Zinc. Les coutumiers ont notamment rencontré, la semaine dernière, la direction de la SMSP qui a un projet de reprise avec un spécialiste coréen (qui n'est pas Posco). De son côté, la SMSP reste très discrète. Elle est en effet liée par un accord de confidentialité avec la banque Rothschild qui s'occupe de la vente. La SMSP se contente de préciser que la Calédonie tout entière peut être intégrée au projet de reprise. Si nos politiciens étaient moins conservateurs et moins ignorants des choses du nickel, ils sauteraient sans doute sur l'occasion. Mais la Calédonie étant ce qu'elle est...

Vale cherche des soutiens

Pendant que les opposants s'organisent, la direction de Vale, qui semble très favorable à l'australien NCZ, consulte aussi autour d'elle pour obtenir des soutiens. Son très malin directeur, Antonin Beurrier, occupe notamment la scène médiatique pour désarmer les passions contraires et, sans doute, pour gagner du temps...

Le coup de force de Rhéébu Nùù

Personne n'a oublié le coup de force que Rhéébu Nùù a fait en 2006. Des affrontements violents avaient fait quatre blessés parmi les gendarmes et avaient engendré plus d'un milliard de francs de dégâts. À la suite de ça, Goro Nickel avait dû faire machine arrière et accepter la signature d'un « Pacte pour le développement durable ». Une fondation avait alors été créée pour financer des opérations de développement (formation, reboisement). Rhéébu Nùù devenait ainsi un véritable partenaire. La violence a laissé place à la collaboration et à une meilleure transparence.



Folie des grandeurs

Sheraton : un échec prévu depuis le début

La crise du coronavirus a, certes, aggravé les difficultés du Sheraton, mais elle ne les a pas créées, loin de là.

Quand le Sheraton de Gouaro Deva a été construit, nous avons immédiatement publié des articles sur le sujet. Pour *Le Chien bleu*, il était évident que le projet n'était pas rentable. Il n'a existé que grâce à la défiscalisation, qui est une sorte de subvention déguisée. Les faits nous ont donné raison.

Il y a trois principales raisons à cet échec.

La première est que l'hôtel est surdimensionné. Un hôtel de ce standing à Bourail est un pari difficile à gagner. Il peut, certes, être rempli le week-end et pendant les vacances, mais il ne peut pas l'être durant la semaine. Il n'y a pas assez

de touristes internationaux pour cela et la population locale n'est pas suffisamment nombreuse. À cet endroit paradisiaque, il fallait sans doute construire un hôtel moins luxueux et moins cher à entretenir.

Il faut une politique touristique globale

La deuxième est qu'il devait y avoir un casino qui aurait été la pompe à fric destinée à compenser les pertes de l'hôtel. C'est ce qu'il se passe depuis sa création avec le Méridien de Nouméa. Sans casino, le Méridien de Nouméa aurait

fermé ses portes depuis longtemps. Le casino de Bourail n'a jamais été construit. Il n'aurait sans doute pas été rentable car le bassin de population est trop petit. Selon divers spécialistes que nous avons consultés, il faut au moins 20 000 habitants.

La troisième raison est que cet hôtel, voulu par le RPCR de Jacques Lafleur et mis en place sous le règne de Philippe Gomès, est tombé comme un cheveu sur la soupe. Nos élus ont voulu faire du luxe sans intégrer le projet dans un développement touristique global.

Un projet touristique digne de ce nom aurait consisté

notamment à vendre des billets d'avion moins cher et à proposer des services touristiques variés et à des prix compétitifs. Partout dans le monde, les hôtels de ce type sont de vrais « resorts », que l'on pourrait traduire en français par « complexes de loisirs ». Ce sont des hôtels dans les-

quels les choses à faire se comptent par dizaines. Ceux de Fidji en sont un bel exemple. Cela s'appelle une politique touristique. Au lieu de cela, nous avons fait comme ces chefs d'État africains qui mettent la charrue avant les bœufs en construisant un palace sur du sable...

Vendre le Sheraton : ce serait la guerre !

« Si le Sheraton était vendu, ce serait une bombe ! », dit Jean-Pierre Aifa, ex-président de la société d'économie mixte Mwé Ara, qui gère le Domaine de Deva. L'ancien maire de Bourail prédit même que ça pourrait dégénérer. Il est vrai que 170 emplois sont concernés et que l'hôtel génère 450 millions de francs de salaires. Pour une petite commune comme Bourail, c'est énorme. Il sera d'autant plus facile de mobiliser du monde contre ce projet prêté à Sonia Backès que près de 600 Bourillais sont actionnaires de la Société de participation bourillaise de Deva (SPBD) qui détient 5 % de l'hôtel. Tous se sentiraient spoliés si l'hôtel était vendu.

* Via la Société hôtelière de Deva (SHD)

PromoSud va très très mal

Sonia Backès et sa clique ont une peur bleue que PromoSud soit mise en sauvegarde avant la fin de l'année. La sauvegarde est une sorte de pré-faillite. Cela est dû notamment aux pertes du Sheraton. Une telle mesure serait catastrophique pour l'image de Backès, mais aussi pour celle du Sud qui aime bien se moquer de l'amateurisme du Nord et des Îles...

Testostérone

Le Medef change sa nature...

Après dix ans de conflits internes et de gestion chaotique, le syndicat de patrons a fait sa révolution. Cela pourrait avoir de grosses conséquences

Jusqu'à présent, le Medef était géré par une bande de vieux mâles bourrés de testostérone. Le syndicat de patrons était globalement au service des très grosses entreprises locales. Les récentes élections ont tout changé. Désormais, l'organisation est dirigée par un Kanak, Samuel Hnepeune (Aircal), et par

deux femmes, Mimsy La Selve (Stock Import) et Valérie Zaoui (Association des femmes chefs d'entreprise). On note aussi que le trésorier est désormais un membre de la Fédération des industries de transformation, Romain Babey. C'est sans doute la fin d'une époque. Les élus du vieux monde ont pris

un gros coup de poing dans la figure. Ils ont d'ailleurs quasiment disparu des instances dirigeantes de cette PME qu'est le Medef. C'est le cas notamment de Divy Bartra ou d'Éric Durand. On peut espérer qu'avec les nouveaux patrons des patrons, le Medef soit désormais plus en phase avec la société

d'aujourd'hui et qu'il éloigne la Calédonie de l'économie de comptoir d'un autre temps. Si les nouveaux boss tiennent leurs promesses, ils devraient également nous fabriquer un Medef plus ouvert sur les questions sociales et environnementales. On surveillera tout ça avec beaucoup d'attention...

Un faux-vrai chef d'entreprise

Diriger une entreprise publique et diriger une entreprise 100 % privée, ce n'est pas du tout la même chose.

Diriger une entreprise publique et diriger une entreprise 100 % privée, ce n'est pas du tout la même chose. C'est sans doute le bémol que l'on peut mettre à l'élection de Samuel Hnepeune. Samuel Hnepeune, dont on ne conteste pas les réelles qualités, n'est en effet pas vraiment ce que l'on pourrait appeler un chef d'entreprise. Il n'a dirigé que des entreprises publiques (Sodil et Aircal). Il n'a donc jamais créé ou acheté une entreprise. Il

est une sorte de métis économique entre un chef d'entreprise et un fonctionnaire*. Celui qui n'a jamais craint pour sa fiche de paye ne peut pas vraiment comprendre ce que c'est que gérer une entreprise.

On cherche encore le point commun entre un patron-fonctionnaire et un petit patron de l'industrie de transformation ou du commerce qui paye ses employés avec son propre argent. La culture économique n'est pas

la même. Or, c'est justement cela qui manque à la Calédonie : la culture du risque économique et de la rentabilité... Heureusement, le Lifou ne se voit pas comme un patron à l'ancienne, qui commande et qui impose, mais comme un chef d'équipe. Il a trois ans pour convaincre...

* En 2001, Olivier Razavet avait été élu à la présidence du Medef. Il était fonctionnaire et avait été directeur des Affaires économiques, puis directeur d'Aircal.

Un symbole qui décoince !

Le nouveau président du Medef est un Kanak. Tout un symbole ! Si ça pouvait décoincer les jeunes Kanaks qui craignent souvent de se lancer dans la gestion d'une entreprise privée, ce serait une bonne chose pour la Calédonie... L'absence de Kanaks parmi les chefs d'entreprise est en effet un des problèmes majeurs de notre société. Bizarrement, il est très peu évoqué par nos politiciens, comme si c'était une fatalité...

Hnepeune

ou l'éclatement du Medef

La guerre était telle au Medef que Samuel Hnepeune est apparu comme le plus petit commun dénominateur au sein de l'organisation patronale. Son élection a été le seul moyen d'éviter un éclatement du Medef. (Dominique Katrawa de la SLN, avait aussi été pressenti.) Reste à savoir si ça suffira pour remettre tout le monde au travail...

Le premier échec de Sonia Backès...

Backès a suivi de très près les élections au Medef. Elle souterrait la vieille garde conservatrice. Elle était bien sur favorable à l'élection de Divy Bartra, l'homme qui voulait faire venir 500 000 personnes en Calédonie en dix ans. Depuis ses débuts en politique, Backès a roué pour le Medef comme le Medef a roué pour elle. Pour être réellement au pouvoir, il ne suffit pas

d'être élu à la tête d'une institution. Si c'était le cas, Cynthia Ligeard ou Gael Yanno seraient encore là. Pour avoir un réel pouvoir, un élu doit impérativement avoir la main (ou au moins l'oreille) sur diverses organisations professionnelles ou associatives. Le Medef en est une des principales. Les changements à la tête du Medef sont le premier véritable échec de Sonia Backès.

Les commerçants du Medef sont furieux

Cette élection ne plaît pas à tout le monde. Elle ne plaît notamment pas du tout aux commerçants. Ils sont partisans de la suppression de toutes les barrières à l'importation. Ces tenants de l'économie de comptoir ont pris comme un couteau dans le dos l'arrivée des nouveaux élus. Même si leur poids n'est pas très important dans l'institution, cela pourrait avoir des conséquences dans les mois qui viennent...

Indépendantiste... et alors !

Beaucoup de Calédoniens ne voient dans l'élection de Samuel Hnepeune à la présidence du Medef que le fait qu'il soit indépendantiste. Pour eux, c'est le diable en personne. Pourtant, si la Calédonie veut continuer à vivre dans la paix, il va bien falloir accepter ce genre de cas de figure. Indépendance ou pas, il y aura toujours des entreprises, il y aura toujours un Medef et il y aura toujours des partis politiques... Si le bonhomme devenait davantage politicien que syndicaliste, il serait d'ailleurs sans doute viré très rapidement... 5



Pression journalistique ?

La patronne de l'Autorité de la concurrence dit qu'elle ne subit pas de pression de la part des politiques et des entreprises. Elle dit, en revanche, en recevant de la part des journalistes. Qu'est-ce qu'une pression de la part d'un journaliste ? Un article qui demande des résultats ? C'est une bien étrange conception de la pression.

500 balles le piment...

Un vieux restaurant de La Foa fait payer 500 balles une coupelle de piments. Ça fait cher. C'est pas un gag, à moins que ce soit la seule chose qu'il ait trouvée pour digérer l'élection du p'tit Metzdorf...